SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 9 JUILLET 1925

Proposition de Loi relative à la collation du grade académique de docteur en médecine, chirurgie et accouchements.

DÉVELOPPEMENTS

MADAME, MESSIEURS,

Après l'armistice, le législateur a voulu donner certaines facilités aux anciens combattants faisant des études universitaires : la loi du 14 février 1919 leur permettait de fractionner leurs examens et supprimait les délais légaux exigés pour la collation des grades académiques.

Quelques étudiants réduisirent notablement la durée totale de leurs études. Ces abus provoquèrent le vote de la loi du 10 mars 1922 : elle continuait à autoriser le fractionnement des examens mais rétablissait l'obligation des délais légaux.

De ce chef, et spécialement par le fait que les études de médecine sont plus longues que les autres, certains étudiants se virent privés d'avantages sur lesquels ils avaient cru pouvoir compter. La loi du 23 juin 1922 remédia à cette situation en suspendant les délais légaux pour les étudiants qui n'avaient plus à subir, au 31 décembre 1921, que l'épreuve finale.

Le bénéfice de cette disposition fut prorogé par la loi du 18 juin 1923, qui spécifie : « Les examens passés à l'une des sessions prévues par les articles 1^{er}, alinéa 2, et 2, 2^o, de la loi du 14 février 1919, sont considérés, au point de vue des délais établis par les articles 13 à 28 de la loi des 10 avril 1890 et 3 juillet 1891, comme ayant été passés à la session ordinaire immédiatement précédente. »

C'est le texte dont je m'inspire dans la proposition de la loi que j'ai l'honneur de soumettre au Sénat.

En effet, il se trouve que quatre étudiants, anciens combattants, qui avaient commencé leurs études au début de 1919, obtinrent le diplôme de candidat en sciences en 1921, et passèrent l'examen de candidat en médecine en juillet ou octobre 1922. Dans l'entretemps, la loi de mars 1922 avait rétabli l'obligation des délais légaux : la Commission d'entérinement refusa donc d'homologuer le diplôme de candidat en médecine, et ces étudiants se virent obligés de passer à nouveau l'examen en 1923. Ils se présentent actuellement à l'épreuve finale du doctorat en médecine. Mais la Commission

d'entérinement juge que la loi de juin 1923 ne s'applique pas à eux, — interprétation d'ailleurs discutable, — et que le délai de trois ans entre le grade de candidat et celui de docteur en médecine ne sera atteint qu'en 1926.

Cependant, ces étudiants, qui ont suivi tous les cours théoriques et pratiques, ont consacré sept années à leurs études. Si, après les fatigues de la guerre, ils ont retardé de quelques mois leur premier examen, ils étaient en droit de croire que le bénéfice de la loi de 1919 leur permettrait de raccourcir par la suite les délais normaux. Il paraît injuste que ces anciens combattants ne puissent obtenir aujourd'hui le diplôme final, au même titre que les non combattants qui ont commencé leurs études en même temps qu'eux. D'ailleurs, le vœu du législateur était évidemment d'accorder les mêmes avantages à tous les anciens combattants : il ne voudra pas que les quatre derniers étudiants qui devraient bénéficier de ces avantages, en soient privés par une interprétation rigide des textes précédemment votés.

A. VERMEYLEN.

Proposition de loi relative à la collation du grade académique de docteur en médecine, chirurgie et accouchements.

ARTICLE UNIQUE.

Le diplôme de candidat en médecine, chirurgie et accouchements obtenu à l'une des sessions prévues par les articles 1^{er}, alinéa 2, et 2, 2^o de la loi du 14 février 1919 par les étudiants porteurs du certificat délivré par le Ministre de la Défense nationale conformément à l'article 1^{er} de la loi du 15 mars 1922, est considéré, au point de vue des délais légaux établis par l'article 22 de la loi des 10 avril 1890 et 3 juillet 1891, comme ayant été obtenu à la session ordinaire immédiatement précédente, les sessions ordinaires étant celles instituées par la dite loi organique de 1890-1891.

A. VERMEYLEN,
H. LAFONTAINE,
ALEXANDRE BRAUN.

Wetsvoorstel op het toekennen van den academischen graad van doctor in de genees-, heel- en verloskunde.

EENIG ARTIKEL.

Het diploma van candidaat in de genees-, heel- en verloskunde verworven in een der zittingen voorzien bij de artikelen 1, eerste lid, en 2, 2^o der wet van 14 Februari 1919 door de studenten, houders van het getuigschrift afgeleverd door den Minister van Landsverdediging overeenkomstig het eerste artikel der wet van 15 Maart 1922, wordt, met het oog op de wettelijke termijnen bepaald bij artikel 22 der wet van 10 April 1890 en 3 Juli 1891, geacht te zijn verworven in de gewone onmiddellijk voorafgaande zitting, aangezien de gewone zittingen die zijn welke bij gezegde organieke wet van 1890-1891 worden bepaald.